

Les Comores et la démocratie

L'ARCHIPEL des Comores accède à l'indépendance en 1975 à l'exception de l'île de Mayotte. Durant plusieurs siècles, ces îles étaient sous le contrôle de quelques familles sultanesques, surtout à Anjouan. Tout comme le régime sultanesque, l'organisation de la vie sur l'ensemble de ces îles, qui est de type communautaire basée sur la famille élargie et le village, survivra à la colonisation française.

Au lendemain de l'indépendance, Ahmed Abdallah est renversé par un coup d'État dirigé par Ali Soilih qui instaure un régime révolutionnaire. Ce dernier va pendant deux ans et demi s'attaquer à la bourgeoisie locale pour imposer un nouvel ordre politique. Ce passage éphémère de la révolution a indirectement contribué au déclenchement d'un processus interne de démocratisation. Le retour pendant une dizaine d'années d'un régime « sultanesque », dirigé par Ahmed Abdallah, n'arrivera plus à renverser ce processus et, depuis les années 90, on assiste à un renforcement de ce dernier grâce à certains principes démocratiques autorisés par le régime de Saïd Mohamed Djohar, et réappropriés en partie par le peuple.

Pour beaucoup d'intellectuels comoriens, la situation est encore loin d'être ce que l'on pourrait qualifier de démocratique. Et de ce fait,

certains l'assimilent moins à un phénomène de démocratisation qu'à une « situation d'anarchie ».

Dans l'esprit de cet article, il s'agit bien d'un processus original de démocratisation. Ainsi, nous allons passer en revue les différents régimes et mettre en lumière leurs apports au processus de démocratisation en cours. Nous soulèverons dans un deuxième temps certaines questions que ce processus impose aux politistes.

Le régime révolutionnaire d'Ali Soilih

Une politique volontariste

La lutte contre les dépenses ostentatoires liées aux coutumes locales, le charlatanisme, le chômage, la corruption, les inégalités sociales et l'inapplication de la loi, marque fortement le programme politique du nouveau régime. Les coutumes, avant la politique révolutionnaire d'Ali Soilih, avaient un rôle capital dans l'organisation sociojuridique de la communauté à l'échelle villageoise. L'exécution de ces coutumes permet aux individus d'accéder à un rang social important et les contraint moralement à se comporter comme sages. En contrepartie, ils ont un pouvoir de décision reconnu de tous et de toutes.

Du dirigisme et des acquis démocratiques

Les méthodes utilisées pour atteindre ces objectifs sont les suivantes :

- campagnes de sensibilisation menées par le « Mongozi » (1) lui-même et par la Jeunesse révolutionnaire (2), à travers des meetings, chansons populaires, documents écrits en langue locale, etc. Pour ce faire, une campagne d'alphabétisation de masse est entreprise. De la même façon, un enrichissement de la langue comorienne par une vulgarisation de nouveaux mots pour désigner des concepts politiques (tels que « *mbabandrano wa zikao za maesha* » = lutte des classes, « *hualifubesha* » = alphabétiser), et bien d'autres, est réalisé au préalable ;

- répression par les « *wachangrizi* » (3) ou le « *commando Mwasi* » (force armée travaillant au service du pouvoir) ;

- incitation des femmes à prendre part à la vie politico-économique : désormais, ces dernières participent aux « débats » politiques et se présentent au même marché du travail que les hommes (maçonnerie, mécanique, administration, etc.) ;

- décentralisation de l'enseignement secondaire ;

- réduction des inégalités salariales.

Ces méthodes vont engendrer une terreur généralisée due à un abus de pouvoir de la part des « *wachangrizi* » et du « *commando Mwasi* », un climat d'hostilité entre le pouvoir

traditionnel, qui n'a plus le droit de pratiquer normalement ses coutumes, et l'État.

Le régime révolutionnaire est renversé par un coup d'État dirigé par Bob Denard en mai 1978. Dès l'annonce de la nouvelle, les maisons se vident ; les rues et les places publiques sont remplies d'une foule animée par une joie immense. Après deux ans et demi d'étouffement, la vie traditionnelle retrouve enfin son cycle normal caractérisé par les événements à l'occasion desquels tout le monde a droit au « *M'fuso karam* » (repas de fête servi au village). Les « gradés » de la société retrouvent enfin leur droit de sages.

Le passage du régime révolutionnaire a cependant permis au peuple d'accéder à l'information politique, nationale et internationale. Grâce à l'enrichissement de la langue comorienne et à l'alphabétisation des masses populaires, les presses écrite et parlée vont pouvoir s'exprimer dans un langage accessible à une partie non négligeable de la population. Ce processus d'enrichissement de la langue comorienne va être poursuivi de façon informelle par la rue, les structures de développement, les personnalités politiques. Ainsi, des nouveaux mots vont apparaître (« *matalazuzi* » = commentaire politique, etc.) ; d'autres, à connotation révolutionnaire, vont au contraire être abandonnés. Deux autres acquis, qui ne sont pas les moindres, sont à souligner : la décentralisation massive des enseignements primaire et secondaire et l'émancipation notable de la femme qui, désormais, peut prendre la parole sur une estrade pour manifester un engagement quelconque (politique, vie associative...).

Quelques années après la mort

(1) Nom comorien donné au président Ali Soilih et qui peut être traduit par : guide, phare, éducateur.

(2) Jeunes lycéens chargés de l'exécution du pouvoir révolutionnaire.

(3) Personnes désignées par la Jeunesse révolutionnaire pour représenter le nouveau pouvoir au niveau du village.

d'Ali Soilih, on voit apparaître dans les villages une certaine réhabilitation de sa personnalité. Cette réhabilitation est exprimée au niveau des palabres et à travers les chansons populaires.

Le régime « excellenciel » d'Ahmed Abdallah

Retour à un régime de type sultanesque (1978 à 1989)

A la chute du régime révolutionnaire, Ahmed Abdallah redevient président et fait des Comores une république fédérale islamique. Des élections législatives sont organisées et un chef de gouvernement est nommé. Les pouvoirs de ce dernier comme ceux des élus deviennent très vite fictifs. Ceci a amené les gens de la rue à qualifier les députés de *masama* (4).

L'écart socio-économique entre les classes populaires et la bourgeoisie détentrice du pouvoir se creuse de jour en jour. Pour manifester leur contestation, les gens de la rue utilisent des expressions humoristiques en s'adressant aux proches du pouvoir « excellenciel », telles que : *repiblik feda rîle* qu'on peut littéralement traduire par « nous, république, mangeons l'argent ». Le phénomène de migration vers la France et l'île de Mayotte qui marque ces années 80 contribue à atténuer le choc de l'injustice socio-économique.

Alors que le pouvoir « excellenciel » semble se solidifier, des jeunes diplômés parmi les pro-marxistes s'organisent clandestinement sous

(4) « Applaudissements ». Pour les gens de la rue, les députés ne font qu'applaudir à tout ce qui est dit et veut le Père de l'indépendance, son Excellence le président Ahmed Abdallah.

le nom de Front démocratique (FD) pour éduquer politiquement le peuple dans les différents quartiers. Le but est de l'amener à se soulever spontanément contre le régime « excellenciel ». Les alisoilhistes, impulsés par l'Organisation de la jeunesse comorienne (OJC) établie en France, commencent également à se mobiliser, mais de façon moins engagée. Après une dizaine d'années d'exercice du pouvoir, Ahmed Abdallah est assassiné en 1989, en présence des maîtres absolus de sa garde (dont Bob Denard).

Si ce régime a bafoué la démocratie politico-administrative, sa non-ingérence dans les affaires coutumières des communautés villageoises permet à ces dernières de continuer le processus naturel de démocratisation de l'organisation de la vie à l'échelle du village.

Le régime de « Papa Djo »

« Papa démocrate, anarchiste, gendocrate ou révolutionnaire » ?

Après Ahmed Abdallah, Saïd Mohamed Djohar, demi-frère de feu le président Ali Soilih et surnommé « Papa Djo » prend le pouvoir de façon intérimaire et « décrète » la démocratie et le pluralisme politique. Ce nouveau climat va favoriser :

- l'émergence d'un embryon de syndicalisme au niveau des agriculteurs et autres catégories professionnelles ;
- le développement de la liberté d'expression avec une « démonopolisation » des médias : apparition de radios libres et de journaux indépendants ;
- l'extériorisation de la sensibilité politique au niveau du peuple.

La place qu'occupe la musique traditionnelle est alors exemplaire. La chanson d'Abdou M'hadji ci-après en est un exemple parmi tant d'autres :

« Amani yahe masiwa nanyi par-hanihe

Que la paix des îles soit acquise
Watumkufu waongozi mwahirenga ze dwoimana

Chers dirigeants, lorsque vous aurez pris les responsabilités
Zohamba na zahurendra

Que vos paroles soient suivies d'actions

Hodjelebwe, wuzade mwema wuyeneye ye masiwa

Comme l'arrivée d'un bébé dont la joie est partagée de tous, elle (la démocratie) doit donner la joie à toutes les îles

Henry madhoimana ya comori, demokrasi yiriwaliya

Vous les responsables des Comores, la démocratie s'est présentée à nous. Que chacun sache ses devoirs

« Wowungwana rihundru zamani, sha yenefasi yimu kayi dja kaya

L'indépendance, nous l'avons acquise depuis longtemps mais cette liberté n'existait pas

Narihugade hamabeza rimushangirirye

Ensemble (toutes les couches sociales), "Let's preserve him (5)"

Nyi mawaziri nganyi vanu ?

Vous les ministres, êtes-vous présents ?

Tsasi ridja

Oui nous sommes arrivés

Zitrendrwa na zike za kwelu

(5) L'auteur personnifie la liberté apportée par la démocratie pour montrer à quel point celle-ci est importante ; d'où l'emploi du « him » au lieu du « it ». Ces nuances n'existant pas en français, je me suis permis de recourir à l'anglais.

Que vos actes soient des vrais actes

Yirilazimu

C'est de notre devoir

Yeni lawama zidjo hidjiri zhanyu nyontsi

Vous serez tous responsables de vos actes. »

Papa Djo sera élu président et son régime sera marqué par :

- une multiplication de partis politiques souvent autour d'un homme ou d'une île. Beaucoup de ces partis vont faire une coalition pour soutenir le régime de Papa Djo ;

- une « gendocratie » (6) masquée par un jeu de règles démocratiques (majorité parlementaire, motion de censure, etc.) ;

- une politique du ventre plus ou moins démocratisée. L'aide étrangère qui passe de plus en plus par les populations pour la concrétisation des projets pratiquement autogérés rend le peuple plus ou moins indifférent à cette politique du ventre. La plupart des régions vont pouvoir réaliser des programmes de développement : mise en place de routes, écoles, hôpitaux, adduction d'eau, caisses d'épargne et de crédit, etc. La responsabilisation des villageois dans les programmes de développement va leur permettre d'avoir une expérience démocratique encore plus enrichie et plus « progressiste » ;

- une multitude de gouvernements toujours éphémères et une « dévaluation » du titre et de la fonction de ministre. Qui n'aurait pas pu être ministre dès lors qu'il lit, écrit et parle la langue de Molière ? Une condition préalable quand même : être membre insouçonné du RDR.

(6) Ce terme, qui est utilisé dans la presse comorienne, signifie que l'exercice du pouvoir politique est influencé par le genre du président.

Au-delà de la caricature, ce dernier point est à percevoir comme une véritable révolution sociopolitique, en tout cas dans l'île d'Anjouan où le système sultanique a été jusque-là le plus flagrant. Qui aurait imaginé que tout d'un coup des ministres puissent provenir des villages « les plus reculés » d'Anjouan ? Plus original, qui aurait imaginé que, sur les six premiers ministres de Papa Djo, quatre puissent provenir des régions périphériques anjouanaises : Nyumakélé, Mjamawé, Bimbini, Mirontsy (7) ? Plus étonnant, qui aurait imaginé que l'un de ces ex-premiers ministres (M. Ibrahim Halidi) puisse, aux dernières élections présidentielles, occuper un des meilleurs rangs dans la ville excellentielle (Domoni) et devancer ainsi le candidat soutenu par une bonne partie de la famille du feu Ahmed Abdallah ? Quand on sait que même le révolutionnaire déclaré, le président Ali Soilih (demi-frère de Papa Djo), n'avait jamais osé prendre un premier ministre en dehors d'une « ville sultanique », on est tenté de se demander si Papa Djo ne serait pas un (demi) révolutionnaire ? Encore faudrait-il déterminer exactement lequel, entre Papa Djo et le gendre, serait le vrai « révolutionnaire »...

• *un phénomène d'intégration de l'informel dans la politique.* On observe sous le régime de Papa Djo une situation où une partie du pouvoir de décision de (certains) ministres devient un pouvoir partagé non plus entre ses collaborateurs officiels et lui, mais entre son parti politique, des personnes isolées de son village et lui. Ces personnes isolées, qui sont instruites ou non au sens

occidental du terme, jouent alors un rôle de *conseillers techniques officieux du ministre* sur les nominations à faire. Ce faisant, des pères de famille, des petits fonctionnaires, etc., abandonnent leurs responsabilités familiales et/ou professionnelles pour se rendre dans la capitale (où ils peuvent alors rester jusqu'à un mois) et *conseiller* leur proche ministre.

Fin d'un amalgame politique ?

Cette politique qui affiche à la fois *tout et son contraire* ne pouvait durer longtemps. En effet, le régime de Papa Djo est renversé par Bob Denard en 1995. Mais au fond, suffisait-il de renverser le régime pour assainir la situation ? Nous n'ignorons pas le rôle important que joue la France au sujet de l'évolution politique aux Comores, mais cela fera l'objet d'un article ultérieur.

Le régime du *Mwandziwa Bure* (8), Taki Mohamed Abdoulkarim

Un régime légitime

Papa Djo est remplacé par Taki Mohamed Abdoulkarim en 1996 suite à des élections plurales et démocratiques organisées sous le contrôle des organisations internationales. La totalité des candidats reconnaissent la régularité des élections et acceptent leur défaite face à Taki qui obtient au deuxième tour près de 65 % des voix.

Une légitimité mal appréciée par le « Mwandziwa » Taki ?

Une observation sur la manière

(8) « Qui est adoré de fait. »

(7) Il s'agit respectivement de MM. Ibrahim Halidi, Mohamed Abdou Madi, Saïd Ali Mohamed et Halifa Houmadi.

dont l'actuel régime exerce le pouvoir laisse penser que ce dernier apprécie mal sa légitimité. Ceci est illustré par les événements suivants :

– peu de temps après la prise de ses fonctions, le *Mwandziwa* va renvoyer, lors d'un discours spécial adressé à la nation, tous les fonctionnaires. Dans quelle rue ce discours ne sera pas applaudi ? Le ton du *Mwandziwa* lors de ce discours rappelle alors le *Mongozi* Ali Soilih aujourd'hui regretté du peuple. Une semaine après, les mêmes fonctionnaires regagnent leur poste après un soi-disant contrôle administratif. Cet acte, vide de fait, a engendré une déception populaire. Était-ce un geste à but purement populiste (pour se rendre autant populaire que le *Mongozi* feu Ali Soilih) ? C'est là une question que certaines personnes de la rue n'ont pas manqué de se poser ;

– le *Mwandziwa* prône et prévoit dans la nouvelle constitution une réduction draconienne du nombre de partis politiques à deux, en tout cas jamais plus de trois. N'est-ce pas là, même si l'intention de départ est tout autre, une pratique qui est antidémocratique et de nature à affecter la légitimité du *Mwandziwa* ? Lors du vote de la nouvelle constitution, ainsi que celui du parlement, la grande opposition n'a pas participé au scrutin ;

– malgré une allocution radio-diffusée du nouveau président qui dit qu'il n'y aura pas de place pour la politique politicienne, le phénomène de « phagocytose » de la politique par l'informel s'accroît plus que jamais.

L'actuel président bénéficie incontestablement au départ d'une légitimité au niveau de la majorité du peuple comorien. Un double « baromètre » permet de mesurer

l'importance de cette légitimité : les résultats qu'il a obtenus aux élections plurales, démocratiques et incontestées de mars 1996 ; le surnom de « *Mwandziwa Bure* » qu'on lui a attribué. A la lumière de ce qui vient d'être dit, on peut se demander si monsieur le Président a raison de rechercher ce qu'il a déjà sous la main.

Un réel processus de démocratisation

Des régimes sultaniques du XVI^e siècle à 1975 où le pouvoir politico-économique était monopolisé par quelques familles sultaniques, on est passé en une décennie à une situation où ce pouvoir se décentralise de plus en plus au niveau des régions, même des plus périphériques. Les différents régimes passés ont ainsi engendré des apports successifs sur le plan démocratique : la démocratisation des enseignements, l'alphabétisation des adultes, l'enrichissement du langage comorien en matière politique, l'adoption d'une politique de développement décentralisée basée sur les structures villageoises, etc.

Un certain nombre de ces apports successifs sont en cours d'appropriation par le peuple lui-même, qui manifeste ainsi son extrême sensibilité à la vie politique. On peut citer l'amélioration du langage politique ; la formation en matière politique et civique qui est prise en charge par les villages à travers des personnes autodidactes (politique informelle) et des groupes de musique traditionnelle (chansons). Grâce à ces divers moyens, le processus de démocratisation qui a, aussi paradoxal que cela puisse paraître, été catalysé par le régime révolutionnaire et dirigiste

d'Ali Soilih, semble suffisamment engagé. Par ailleurs, on assiste à une revendication démocratique de la part de la population dont deux des signes extérieurs sont l'apparition des syndicats (des agriculteurs, des enseignants, des agents de la santé, etc.) et les chansons populaires invitant les politiques à respecter les principes de la démocratie, le recours à l'ironie, l'apparition d'un grand nombre de radios libres, etc.

La situation actuelle semble favorable à un renforcement de la dynamique en cours. L'État, qui bénéficie de façon notable de l'aide internationale, pourrait jouer un rôle considérable en renforçant les avancées précédentes, notamment :

- la généralisation de l'alphabétisation fonctionnelle ;
- la poursuite de l'actualisation de la langue comorienne ;
- le maintien des acquis en matière électorale : transparence, pluralisme ;
- la sauvegarde de la pluralité médiatique pour une meilleure prise de recul de la part du régime ;
- la non-ingérence dans les croyances et la vie traditionnelle des communautés ;
- le renforcement de la politique de développement basée sur les structures villageoises ;
- la mise à contribution des mouvements sociaux sur les grands problèmes du pays liés au développement humain.

Une évolution démocratique qui interpelle les chercheurs politistes

Comme on a pu le remarquer, les bénéficiaires de la décentralisa-

tion restent des clans plus ou moins influents, d'où la constitution des partis autour d'individus plus qu'autour d'un projet global de société. Cette démocratisation où le contrôle du pouvoir politico-économique est en train de passer du centre d'antan (familles sultanesques) à des clans ou communautés paraît normale dans un pays où justement l'organisation de la vie est de type communautaire. Il n'empêche qu'on est bien là en face d'une situation qui doit intriguer bien des politistes : comment maintenant faire évoluer ce contrôle du pouvoir (ne serait-ce que sur le plan politique), des clans influents vers une plus grande partie des groupes ? Comment faire évoluer le pouvoir de choix politique de ces clans vers l'individu et donner un sens réel au concept de parti politique dans un pays où l'individu ne s'inscrit dans la nation qu'à travers des registres intermédiaires : on n'est identifié au niveau national que par sa communauté ; et au sein de la communauté, on n'est identifié que par sa famille élargie. Bref, le pouvoir de décision en matière de choix politique relève plus du groupe familial élargi que de l'individu. C'est ainsi qu'on a pu observer des cas de répudiation en période électorale, pour cause de désaccord politique entre les membres de deux belles familles chez des jeunes couples...

La cohabitation harmonieuse des communautés villageoises apporterait-elle des solutions transposables au niveau politique ?

Saïd Mahamoudou

Université de Paris 1

DEA d'études africaines ;

Option anthropologie juridique et politique

BIBLIOGRAPHIE

ABDOU DJABIR, *Les Comores. Un État en construction*, Paris, L'Harmattan, 1993.

SULTAN CHOUZOUR, *Le pouvoir de l'honneur : essai sur l'organisation sociale traditionnelle de Ngazidja et sa contestation*, doctorat en sciences humaines, Paris, Institut des langues et civilisations orientales, 1989.

YOUSSEUF SAÏD SOILIHI, *Comores. Les défis du développement indépendant 1975-1978*, Paris, L'Harmattan, 1988.

Pierre VÉRIN, *Les Comores*, Paris, Karthala, 1994.